

## COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

## MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C - 2017/30024]

**23 NOVEMBRE 2016. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 septembre 2006 fixant les critères et modalités d'octroi des subventions de fonctionnement aux télévisions locales**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret sur les services de médias audiovisuels, coordonné le 26 mars 2009, article 75;

Vu l'arrêté du 15 septembre 2006 fixant les critères et modalités d'octroi des subventions de fonctionnement aux télévisions locales, modifié par les arrêtés du 11 juillet 2008, 14 mai 2009, 8 décembre 2011 et 19 décembre 2013;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 21 septembre 2016;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 10 octobre 2016;

Vu l'avis 60.255/4 du Conseil d'Etat, donné le 8 novembre 2016, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur proposition du Ministre en charge des Médias ;

Après délibération ;

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** L'article 4 de l'arrêté du 15 septembre 2006 fixant les critères et modalités d'octroi des subventions de fonctionnement aux télévisions locales, modifié par l'arrêté du 11 juillet 2008 et remplacé par les arrêtés du 14 mai 2009 et du 8 décembre 2011, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 4. § 1<sup>er</sup>. Sous réserve des crédits disponibles, le Gouvernement octroie annuellement les subventions de fonctionnement aux télévisions locales selon les modalités visées aux paragraphes 2 et 3.

§ 2. Un premier calcul de base est effectué selon les modalités suivantes :

1° chaque télévision locale autorisée reçoit une subvention forfaitaire fixée à 155.000 EUR. Ce forfait est adapté annuellement et pour la première fois en 2012 sur la base de l'indice 1.1.2011 = 100 en fonction de l'évolution de l'indice des prix à la consommation ordinaire défini par la loi du 2 août 1971 ;

2° le solde des crédits disponibles après soustraction du total des subventions forfaitaires attribuées en application du point 1°, est réparti entre les télévisions locales autorisées sur la base des critères quantitatifs suivants :

a) Une part égale à 45% du solde est répartie en fonction du volume hebdomadaire moyen de production propre (VPP) calculé en minutes sur une période de référence de deux ans courant à partir du 1<sup>er</sup> janvier de la troisième année précédant l'année de l'exercice budgétaire au cours duquel la subvention est octroyée ;

b) une part égale à 25% du solde est répartie en fonction du nombre d'habitants domiciliés dans la zone de couverture de la télévision locale ;

c) une part égale à 20% du solde est répartie en fonction de la masse salariale nette (MSN) de la deuxième année précédant l'année de l'exercice budgétaire au cours duquel la subvention est octroyée.

La masse salariale nette (MSN) est calculée en retirant de la masse salariale globale (MSG) le total des subventions directement affectées à l'emploi (TSE).

Ce calcul s'effectue au départ du compte de résultats de la télévision locale selon la formule suivante :

o MSG = compte 62 « Rémunérations, charges sociales et pensions » + compte 617 « Personnel intérimaire et personnel mis à disposition » + compte 619 « Autres rétributions & indemnités » ;

o TSE = compte 7373(a) « BXL - Autres subsides et subventions- Politiques d'emploi » + compte 7374(a) « RW - Autres subsides et subventions - Politiques d'emploi » + compte 7375(i) « CFWB - Autres subsides et subventions - Décret emploi non marchand » + compte 7376(a) « Autres subsides et subventions de l'Etat fédéral - politique d'emploi » + compte 7377 « Autres subsides et subventions - interventions du Fonds Maribel » ;

o MSN = MSG - TSE ;

d) une part égale à 10% du solde est répartie en fonction de la productivité. La productivité est calculée en divisant le VPP visé au

2°, a), par la MSG visée au c). ».

§ 3. Les subventions de fonctionnement calculées en application du § 2 sont ensuite corrigées comme suit :

1° si l'évolution des crédits globaux réservés aux subventions de fonctionnement est, par rapport à l'année précédente :

a) supérieure ou égale à 1%, la subvention de fonctionnement de chaque télévision locale est ramenée au niveau de la subvention de l'année précédente majorée de 1% ;

b) est entre 0% et 1%, la subvention de fonctionnement de chaque télévision locale est ramenée à la subvention de l'année précédente majorée du taux d'évolution des crédits globaux ;

c) est nulle, la subvention de fonctionnement de chaque télévision locale est ramenée à la subvention de l'année précédente ;

d) est négative, la subvention de fonctionnement de chaque télévision locale est ramenée à la subvention de l'année précédente diminuée du taux d'évolution des crédits globaux ;

2° dans le cas où une subvention de fonctionnement calculée en application du § 2 est supérieure à la subvention calculée en application du § 3, 1°, a), la subvention allouée à la télévision locale correspond à la subvention calculée en application du § 2 plafonnée à un taux d'évolution par rapport à l'année précédente de :

- a) 1% lorsque l'évolution des crédits globaux par rapport à l'année précédente est entre 1% et 1,49% ;
- b) 1,5% lorsque l'évolution des crédits globaux par rapport à l'année précédente est entre 1,5% et 1,99% ;
- c) 2% lorsque l'évolution des crédits globaux par rapport à l'année précédente est entre 2% et 2,99% ;
- d) 2,5% lorsque l'évolution des crédits globaux par rapport à l'année précédente est supérieure ou égale à 3% ;

3° le solde des crédits disponibles après soustraction du total des subventions calculées en application des points 1° et 2° du présent paragraphe, est réparti entre les télévisions locales dont la subvention obtenue en application des points 1° et 2° du présent paragraphe est inférieure à un montant, ci-après dénommé montant de référence, qui est le résultat du montant des crédits globaux multiplié par la part, ci-après dénommée part de référence, que la subvention de la télévision locale pour l'année 2011 représentait au sein des crédits globaux de cette même année, soit la formule suivante :

Montant de référence = crédits globaux de l'année n x part de référence.

La part de référence pour chaque télévision locale est la suivante :

ANTENNE CENTRE ASBL	7,95%
CANAL C TV NAMUROISE ASBL	8,33%
GEMBLOUX TÉLÉVISION COMMUNAUTAIRE ASBL	4,67%
NO TÉLÉ ASBL	11,69%
RTC-CANAL PLUS ASBL	11,14%
BX1 ASBL (EX TÉLÉBRUXELLES ASBL)	11,41%
TVRC MONS-BORINAGE ASBL	7,40%
TÉLÉ-SAMBRE ASBL	9,33%
TÉLÉVESDRE ASBL	6,89%
TV COM OTTIGNIES ASBL	7,21%
TV LUX ASBL	6,99%
MA TÉLÉ L'AUTRE TÉLÉVISION ASBL	6,99%

La répartition du solde des crédits disponibles se fait proportionnellement à la part que représente la différence entre la subvention obtenue en application des points 1° et 2° du présent paragraphe et le montant de référence par rapport à la somme des différences ainsi obtenues par les télévisions locales concernées.

Les montants ainsi calculés ne peuvent être supérieurs au montant de la différence entre la subvention obtenue en application des points 1° et 2° du présent paragraphe et le montant de référence ;

4° le solde des crédits disponibles après application du point 3° du présent paragraphe est réparti entre toutes les télévisions locales proportionnellement à la part que représente la subvention de chaque télévision obtenue en application des points 1° à 3° du présent paragraphe par rapport à la somme des subventions ainsi obtenues par l'ensemble des télévisions locales.

**Art. 2.** Les dispositions de l'article 1<sup>er</sup> sont d'application à partir de l'exercice budgétaire 2017.

**Art. 3.** Le Ministre qui a les Médias dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 23 novembre 2016.

Le Ministre-Président,  
Rudy DEMOTTE

La Ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche et des Médias,  
Jean-Claude MARCOURT

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2017/30024]

**23 NOVEMBER 2016. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 september 2006 tot vaststelling van de criteria en de nadere regels voor de toekenning van werkingssubsidies aan lokale televisiezenders**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet betreffende de audiovisuele mediadiensten, gecoördineerd op 26 maart 2009, artikel 75;

Gelet op het besluit van 15 september 2006 tot vaststelling van de criteria en de nadere regels voor de toekenning van werkingssubsidies aan lokale televisiezenders, gewijzigd bij de besluiten van 11 juli 2008, 14 mei 2009, 8 december 2011 en 19 december 2013;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 21 september 2016;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 10 oktober 2016;

Gelet op het advies 60.255/4 van de Raad van State, gegeven op 8 november 2016, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de op 12 januari 1973 gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister bevoegd voor de media;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** Artikel 4 van het besluit van 15 september 2006 tot vaststelling van de criteria en de nadere regels voor de toekenning van werkingssubsidies aan lokale televisiezenders, gewijzigd bij het besluit van 11 juli 2008, en vervangen bij de besluiten van 14 mei 2009 en 8 december 2011, wordt vervangen als volgt :

“Art. 4. § 1. Binnen de perken van de beschikbare kredieten, kent de Regering jaarlijks de lokale televisiezenders werkingssubsidies toe volgens de in de paragrafen 2 en 3 nader bepaalde regels.

§ 2. Een eerste basisberekening wordt verricht volgens de volgende nadere regels :

1° elke lokale televisiezender die de vergunning heeft gekregen, ontvangt een vaste subsidie van 155.000 EUR. Dat vaste bedrag wordt jaarlijks aangepast, de eerste keer in 2012 op grond van het indexcijfer 1.1.2011 = 100, volgens de schommeling van het gewone indexcijfer van de consumptieprijzen, bepaald bij de wet van 2 augustus 1971;

2° het saldo van de beschikbare kredieten na aftrek van het totaal van de vaste subsidies die bij toepassing van punt 1° werden toegekend, wordt over de lokale televisiezenders die de vergunning hebben gekregen, verdeeld op grond van de volgende kwantitatieve criteria :

a) Een deel dat gelijk is aan 45 % van het saldo wordt verdeeld op grond van het gemiddelde wekelijkse volume eigen productie (VEP), berekend in minuten over een referentieperiode van twee jaar vanaf 1 januari van het derde jaar voorafgaand aan het begrotingsjaar waarin de subsidie werd toegekend;

b) een deel dat gelijk is aan 25 % van het saldo wordt verdeeld op grond van het aantal inwoners die wonen in de dekkingszone van de lokale televisiezender;

c) een deel dat gelijk is aan 20 % van het saldo wordt verdeeld op grond van de nettoloonmassa (NLM) van het tweede jaar voorafgaand aan het begrotingsjaar waarin de subsidie wordt toegekend.

De nettoloonmassa (NLM) wordt berekend door het totaal van de rechtstreeks voor arbeidsbemiddeling bestemde subsidies (TAS) af te trekken van de globale loonmassa (GLM).

Die berekening gaat uit van de resultatenrekening van de lokale televisiezender, volgens de volgende formule :

o GLM = rekening 62 “Bezoldigingen, sociale lasten en pensioenen” + rekening 617 “Uitzendpersoneel en ter beschikking gesteld personeel” + rekening 619 “Andere bezoldigingen & vergoedingen”;

o TAS = rekening 7373 (a) “Brussel – Andere subsidies – Arbeidsbemiddelingsbeleid” + rekening 7374 (a) “RW – Andere subsidies – Arbeidsbemiddelingsbeleid” + rekening 7375 (i) “CFWB – Andere subsidies – Decreet betreffende de non profitsector” + rekening 7376 (a) “Andere subsidies van de Federale Staat – Arbeidsbemiddelingsbeleid” + rekening 7377 “Andere subsidies – tegemoetkomingen van het Fonds Maribel”;

o NLM = GLM – TAS;

d) een deel dat gelijk is aan 10 % van het saldo wordt verdeeld op grond van de productiviteit. De productiviteit wordt berekend door het in 2°, a) bedoelde VEP door de in c) bedoelde GLM te delen.”.

§ 3. De werkingssubsidies die met toepassing van § 2 worden berekend, worden vervolgens gecorrigeerd als volgt :

1° indien de evolutie van de globale kredieten die voor de werkingssubsidies bestemd zijn, vergeleken met het vorige jaar :

a) hoger is dan of gelijk is aan 1%, wordt de werkingssubsidie van elke lokale televisiezender herleid tot het niveau van de subsidie van het vorige jaar, vermeerderd met 1 %;

b) tussen 0 % en 1 % ligt, wordt de werkingssubsidie van elke lokale televisiezender herleid tot de subsidie van het vorige jaar, vermeerderd met het evolutiepercentage van de globale kredieten;

c) gelijk is aan nul, wordt de werkingssubsidie van elke lokale televisiezender herleid tot de subsidie van het vorige jaar;

d) negatief is, wordt de werkingssubsidie van elke lokale televisiezender herleid tot de subsidie van het vorige jaar, verminderd met het evolutiepercentage van de globale kredieten;

2° indien een met toepassing van § 2 berekende werkingssubsidie hoger is dan de met toepassing van § 3, 1°, a) berekende werkingssubsidie, stemt de aan de lokale televisiezender toegekende subsidie overeen met de met toepassing van § 2 berekende subsidie, waarvan het evolutiepercentage, vergeleken met het vorige jaar, het volgende maximum bedraagt :

a) 1 % , als de evolutie van de globale kredieten, vergeleken met het vorige jaar, tussen 1 % en 1,49 % ligt;

b) 1,5 % , als de evolutie van de globale kredieten, vergeleken met het vorige jaar, tussen 1,5 % en 1,99 % ligt;

c) 2 % , als de evolutie van de globale kredieten, vergeleken met het vorige jaar, tussen 2 % en 2,99 % ligt;

d) 2,5 % , als de evolutie van de globale kredieten, vergeleken met het vorige jaar, hoger is dan of gelijk is aan 3 %;

3° het saldo van de beschikbare kredieten na aftrek van het totaal van de subsidies die bij toepassing van de punten 1° en 2° van deze paragraaf werden berekend, wordt verdeeld over de lokale televisiezenders waarvan de subsidie die met toepassing van de punten 1° en 2° van deze paragraaf werd gekregen, lager is dan een bedrag, hierna referentiebedrag genoemd, dat het resultaat is van de vermenigvuldiging van het bedrag van de globale kredieten met het deel, hierna referentiedeel genoemd, dat de subsidie van de lokale televisiezender voor het jaar 2011 vertegenwoordigde in de globale kredieten van datzelfde jaar, dit is de volgende formule :

Referentiebedrag = globale kredieten van het jaar n x referentiedeel.

Het referentiedeel voor elke lokale televisiezender is de volgende :

ANTENNE CENTRE ASBL	7,95%
CANAL C TV NAMUROISE ASBL	8,33%
GEMBLOUX TÉLÉVISION COMMUNAUTAIRE ASBL	4,67%
NO TÉLÉ ASBL	11,69%
RTC-CANAL PLUS ASBL	11,14%
BX1 ASBL (EX TÉLÉBRUXELLES ASBL)	11,41%

TVRC MONS-BORINAGE ASBL	7,40%
TÉLÉ-SAMBRE ASBL	9,33%
TÉLÉVESDRE ASBL	6,89%
TV COM OTTIGNIES ASBL	7,21%
TV LUX ASBL	6,99%
MA TÉLÉ L'AUTRE TÉLÉVISION ASBL	6,99%

De verdeling van het saldo van de beschikbare kredieten geschiedt in verhouding tot het deel dat het verschil uitmaakt tussen de subsidie die met toepassing van de punten 1° en 2° van deze paragraaf werd gekregen en het referentiebedrag, vergeleken met de som van de aldus door de betrokken lokale televisiezenders gekregen verschillen.

De aldus berekende bedragen kunnen niet hoger zijn dan het bedrag van het verschil tussen de met toepassing van de punten 1° en 2° van deze paragraaf gekregen subsidie en het referentiebedrag;

4° het saldo van de kredieten die beschikbaar is na toepassing van punt 3° van deze paragraaf wordt verdeeld over alle lokale televisiezenders in verhouding tot het deel vertegenwoordigd door de subsidie van elke televisiezender die wordt gekregen bij toepassing van de punten 1° tot 3° van deze paragraaf, vergeleken met de som van de subsidies die door het geheel van de lokale televisiezenders aldus wordt gekregen.

**Art. 2.** De bepalingen van artikel 1 zijn van toepassing vanaf het begrotingsjaar 2017.

**Art. 3.** De Minister bevoegd voor de Media wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 23 november 2016.

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderzoek en Media,  
J.-C. MARCOURT

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2017/30021]

**30 NOVEMBRE 2016. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant création d'un nouveau dispositif d'accueil et de scolarisation des élèves primo-arrivants dans l'enseignement secondaire en application de l'article 4 du décret du 18 mai 2012 visant à la mise en place d'un dispositif d'accueil et de scolarisation des élèves primo-arrivants dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française, pour l'année scolaire 2016-2017**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 18 mai 2012 visant à la mise en place d'un dispositif d'accueil et de scolarisation des élèves primo-arrivants dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française et, plus particulièrement, son article 4 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 8 novembre 2012 portant application du décret du 18 mai 2012 visant à la mise en place d'un dispositif d'accueil et de scolarisation des élèves primo-arrivants dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 25 juillet 2014 portant règlement de son fonctionnement ;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 14 octobre 2016 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 30 novembre 2016 ;

Sur proposition de la Ministre de l'Education ;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** En Région Wallonne, pour l'enseignement secondaire, un dispositif supplémentaire d'accueil et de scolarisation des élèves primo-arrivants est autorisé, pour l'année scolaire 2016-2017 à l'Athénée Royal Jourdan, Rue Fleurjoux, 3 à 6220 FLEÛRUS (FASE 1045).

**Art. 2.** La Ministre de l'Education est chargée de l'exécution du présent arrêté.

**Art. 3.** Le présent arrêté produit ses effets le 1<sup>er</sup> novembre 2016.

Fait à Bruxelles, le 30 novembre 2016.

Le Ministre-Président,  
Rudy DEMOTTE  
La Ministre de l'Education,  
Marie-Martine SCHYNS